

**Débat national sur l'éducation**  
**Compte-rendu du 6 décembre 2003**

(environ 15 personnes présentes)

**Quelles sont les valeurs de l'Ecole républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?**

L'école publique est gratuite, laïque, obligatoire ; ces trois axes se retrouvent, s'intègrent dans les valeurs de la République : Egalité, Fraternité, Liberté mais aussi Laïcité, Tolérance, respect des Droits de l'Homme, Primauté du Bien Public et de l'intérêt général sur le particulier.

**Plusieurs constats et réflexions:**

- L'école républicaine ne concerne pas uniquement l'école publique ; les écoles privées sont aussi républicaines cependant le doute sur les valeurs de l'école ne semble concerner que l'école publique délaissée dernièrement de ses élèves au profit des écoles privées.
- Certaines valeurs semblent menacées : 1°) L'EGALITE : la décentralisation envisagée va augmenter ou renforcer les inégalités entre certaines régions ; certaines écoles publiques seront moins bien financées que d'autres ; 2°) LA LIBERTE : le droit de grève semble remis en cause dans le secteur public par l'actuel gouvernement, tout comme l'identité religieuse ; 3°) LA GRATUITE : les familles sont de plus en plus sollicitées pour payer fournitures, classes de découvertes non subventionnées etc.
- Les inégalités entre écoles publiques existent déjà : certains quartiers sont plus privilégiés que d'autres et pour certains parents seul le privé peut répondre à ces inégalités. Une nouvelle tendance est apparue récemment, celle de « consommateur d'école » : on inscrit son enfant dans le privé pour telle ou telle raison beaucoup plus facilement qu'autrefois.
- Comment faire appliquer les lois de la République au sein de l'Ecole alors qu'elles ne sont plus appliquées au dehors ?

Pourquoi l'école serait-elle plus républicaine que la République elle-même ? Il apparaît nécessaire de faire de l'école un îlot, avec des bases et des valeurs minimales communes à tous sans pour autant « normaliser » à minima ce qui reviendrait à exclure ou à laisser pour compte les enfants « différents » (ceux dont les parents cherchent une autre pédagogie, handicapés, élèves en très grande difficulté etc.) Il s'agit de préparer le futur par les enfants et de sauvegarder les valeurs de base de la société.

- En ce qui concerne la MIXITE, l'école doit la défendre à tout prix tout comme l'école se doit d'accompagner les différences quelles qu'elles soient.
- Les enseignants estiment qu'on leur en demande de plus en plus : ils ne prennent plus en charge les enseignements fondamentaux mais également des matières aussi diverses que l'éducation sexuelle, la prévention routière et de plus en plus souvent l'Éducation non dispensée par les parents.
- Concernant la LAÏCITE dans l'école, il peut sembler pour le moins surprenant que la préservation de cette valeur passe par l'enseignement de toutes les religions dans le cadre de l'école ; cependant, cet enseignement permettrait d'éviter les présentations réductrices (à condition toutefois de l'enseigner de façon objective). La laïcité apparaît plus comme un engagement à faire respecter les valeurs de chacun dans un cadre collectif tout en promouvant des valeurs supérieures qui doivent s'imposer aux valeurs individuelles.
- Le port du voile à l'école : à ce sujet, il est rappelé que la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État donne déjà une réponse mais toute la jurisprudence autour de cette question révèle les différentes interprétations possibles d'un même texte tant et si bien qu'enseignants, parents, enfants, citoyens finissent par manquer de repères clairs : plus rien n'est immuable, nous sommes passés d'une culture de la loi non discutable à une culture du contrat négociable... **Où s'arrête la négociation à l'école ?** et puis comment différencier des effets de mode qui disparaîtront d'eux-mêmes d'une évolution de la

société en terme de renforcement de certains communitarismes ? Le choix du retour à l'uniforme pour gommer toute différence visible n'a pas de sens : le passé est là pour nous rappeler que l'uniforme ne fait qu'affiner les différences. Par contre, une réflexion sur l'accueil des immigrés avec des cours de langues et de civilisation paraît souhaitable.

En début et en conclusion de ce débat, divers intervenants ont exprimé leurs doutes quant à la finalité de ces débats, l'illusion de démocratie qui en découle, les conditions d'organisations pour le moins approximatives. La majorité des participants partage ces doutes mais estime que les opportunités de dialogue et de réflexion étant peu nombreuses, il convenait de pouvoir les saisir quelles qu'en soient les finalités.

Débat National sur l'école

Compte-rendu du 13 décembre 2003

(environ 10 personnes présentes)

Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'école peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves ?

### **Qu'est ce qu'un partenaire extérieur ?**

Le débat s'attarde une petite heure sur la définition des « partenaires extérieurs » mentionnés dans la question. Une partie des participants s'interroge sur le « danger » qu'il peut y avoir à construire des partenariats avec des acteurs sociaux et économiques. Ce type de réticences ne concerne pas les acteurs publics telles les collectivités locales ( département, région, mairie...) considérés comme des partenaires naturels de l'Education nationale. La crainte de voir le gouvernement proposer des partenariats de plus en plus nombreux avec des entreprises est présente, surtout quand ces partenariats n'offrent pas un choix véritable à l'enfant pour son futur. Car « l'école ,c'est ouvrir l'enfant à l'esprit critique » avance un des participants. La crainte de certains est bien de voir l'école devenir un simple réservoir de main d'œuvre, dépendant de plus en plus de financements extérieurs. Dans le rapport de force avec les partenaires extérieurs, l'école semble incapable de construire un partenariat équilibré.

## La notion de protection

Dans ce contexte, les participants évoquent les garde-fous nécessaires. Les participants présents pensent que les enseignants sauront choisir leurs partenaires, à condition que la diversité de ces derniers soit respectée. En outre il faut éviter la multiplication de la « paperasserie » liés aux accords écrits et précis de plus en plus exigés à l'occasion de ces partenariats. L'idéal est donc de ne pas travailler dans l'immédiateté et de maintenir l'ouverture de l'école.

*Et les parents ?*

Il semble à certains que si les parents sont relativement engagés dans leur école au niveau du primaire, ils se dispersent voire disparaissent au niveau du lycée. Comment donc conserver les parents « engagés » à ce niveau ?

En outre la multiplication des parents-consommateurs transforme malheureusement la relation parents-école en rapport de client à service, même si dans les textes l'idée de coéducation continue à être mise en avant.

Cependant, dans une école ouverte aux parents, le risque pris par les enseignants est certes plus grand qu'ailleurs mais la bienveillance des parents est également plus grande que dans d'autres établissements plus fermés.

## La réussite des élèves

Plutôt que de définir ce que signifie la « réussite scolaire des élèves » à quelques minutes de la fin du débat, les participants préfèrent revenir sur la question posée, qualifiée de perverse, en se demandant pourquoi celle-ci débute par un « comment », postulant ainsi que les parents et partenaires extérieurs favorisent la réussite des élèves. Avant que le modérateur ne note que les craintes formulées ne conduisent à la fermeture de l'école sur elle-même.

**-Difficile d'imaginer la multiplication des partenariats extérieurs si les dangers liés à cette ouverture ne sont pas maîtrisés**

**-L'ouverture de l'école aux parents est nécessaire et bénéfique malgré leur attitude de plus en plus prononcée de consommateurs d'école**